

l'amélioration sensible de la statistique sur l'emploi pour l'hiver dernier. Si vous transférez l'activité des affaires et de l'industrie du logement d'un trimestre à l'autre, une diminution de l'activité dans le deuxième trimestre devient inévitable à la suite de ce changement.

Le très hon. M. Diefenbaker: Le gouvernement est changeant, lui aussi.

M. A. D. Hales (Wellington-Sud): Une question supplémentaire au ministre des Finances au sujet des remarques qu'il vient de faire. Songerait-il à retarder la taxe de vente additionnelle de 3 p. 100 ou à la supprimer entièrement, afin que la prime de \$500 à la construction d'hiver ait des résultats?

L'hon. M. Gordon: Monsieur l'Orateur, je crois avoir déjà répondu à cette question à plusieurs reprises.

(Texte)

M. Henri Latulippe (Compton-Frontenac): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre des Finances.

Si la productivité nationale augmente, le ministre peut-il dire si le pouvoir d'achat des Canadiens augmente en même temps? Y aurait-il équilibre entre la production et la consommation au Canada?

(Traduction)

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît! Je suis d'avis que la question devrait être posée autrement.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

ARRIVÉE DIFFÉRÉE D'UN PROFESSEUR RUSSE À L'UNIVERSITÉ DE LA SASKATCHEWAN

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Barry Mather (New-Westminster): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le départ du professeur Nicolaev de l'Université d'État de Moscou pour le Canada, afin d'assumer ses fonctions de conférencier en science économique à l'Université de la Saskatchewan à Regina a-t-il été retardé, et les dirigeants de l'Université ont-ils demandé des éclaircissements au ministre à ce sujet?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, le doyen de l'Université de la Saskatchewan s'est mis en rapport avec moi hier. Le professeur arrivera à Regina le 3 octobre. Il n'y a pas eu de retard; on a simplement exigé que toutes les formalités nécessaires soient remplies.

[L'hon. M. Gordon.]

CHYPRE—LIBERTÉ DE MOUVEMENT DE LA FORCE DE L'ONU

A l'appel de l'ordre du jour.

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures une question concernant Chypre. Le ministre ayant répondu jeudi dernier qu'il était content de voir réglé le problème de la liberté de mouvement des troupes des Nations Unies à Chypre, ayant indiqué hier au chef de l'opposition que la force de l'ONU n'est pas entravée, nous dirait-il si son opinion est toujours la même, par suite des nouvelles selon lesquelles les Cypriotes turcs persistent à refuser de céder la route stratégique Kerinia-Nicosie aux Nations Unies qui, en vertu d'un accord, sont censées exercer une autorité exclusive sur cette route de 18 milles?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, lorsque mon honorable ami m'a posé cette question, la semaine dernière, je crois que la réponse convenait à la situation. Il parle maintenant d'un incident, et il y en aura d'autres, mais cela ne change rien au fait que les réponses que j'ai faites hier et il y a une semaine étaient justifiées par les circonstances.

M. Nesbitt: Une question complémentaire. Je dois conclure de la réponse du secrétaire d'État aux Affaires extérieures que ses réponses varient d'une journée à l'autre selon les circonstances.

L'hon. M. Martin: Monsieur l'Orateur, mes réponses varient en fonction des circonstances auxquelles elles ont trait et non des bases parfois précaires sur lesquelles reposent les questions.

M. Nesbitt: Monsieur l'Orateur, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures veut-il dire que les Cypriotes turcs n'ont pas nui au travail de la force des Nations Unies?

L'hon. M. Martin: Monsieur l'Orateur, mon honorable ami est sûrement trop intelligent pour persister dans cet interrogatoire.

LES FINANCES

MÉTHODE D'ÉLABORATION DES PRÉVISIONS DES MINISTÈRES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. (Applaudissements)